

L'école face à ceux qui ont moins

Alors que se creusent les inégalités sociales, l'école donne-t-elle à chaque élève toutes les chances de réussir ? De fait, les politiques publiques d'éducation ne sont pas suffisamment tournées vers les élèves les plus pauvres. Elles produisent de l'exclusion qui menace, à terme, le vivre ensemble. Il est urgent de faire vivre une école fraternelle.

Jean-Paul DELAHAYE, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale

Comme chacun le sait maintenant grâce aux évaluations nationales et internationales, le poids de l'origine sociale sur les destins scolaires est nettement supérieur chez nous que dans la plupart des pays de l'OCDE. Autrement dit, en France, lorsque l'on appartient à un milieu défavorisé, on a clairement aujourd'hui moins de droits à la réussite que dans tous les autres pays qui nous sont comparables.

Un rapport remis récemment au président de la République le rappelle sans ambages : « *La réussite scolaire est encore trop souvent intimement liée au milieu familial et l'inégalité des chances perdure. Par exemple, alors que les élèves français de 15 ans obtiennent au PISA⁽¹⁾ un score moyen légèrement au-dessus de la moyenne de l'OCDE, ceux de milieux socioéconomiques défavorisés sont cinq fois plus nombreux à ne pas atteindre le niveau*

minimal de lecture. [...] L'influence du milieu socioéconomique familial sur le niveau de formation tel que mesuré par les scores PISA semble très nette en France. »⁽²⁾

Lors de la session 2018 de PISA qui évaluait la compréhension de l'écrit, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports relève que « *Les élèves français de 15 ans scolarisés en lycée général et technologique obtiennent des résultats très supérieurs à la moyenne de l'OCDE. En revanche, les élèves scolarisés en lycée professionnel ou encore au collège ont un score très inférieur à cette moyenne* »⁽³⁾. Nous sommes le pays du grand écart dans les résultats scolaires des élèves des pays de l'OCDE, un grand écart très socialement marqué : 75 % des enfants de cadres et d'enseignants se trouvent dans la filière générale du lycée ; 70 % des enfants d'ouvriers sont dans les filières technologiques et professionnelles. Au pays du soi-disant vivre ensemble, on ne scolarise pas ensemble les jeunes de différents milieux, on ne mélange pas les torchons et les serviettes. Les autoproclamées élites financières ou intellectuelles

(1) Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves, piloté par l'OCDE, vise à tester les compétences des jeunes.

(2) Olivier Blanchard, Jean Tirole, « Les grands défis économiques », juin 2021 (www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-rapport-les_grands_defis_economiques-juin_o.pdf).

(3) « PISA 2018 : stabilité des résultats en compréhension de l'écrit », Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), Note d'information 19-49, décembre 2019.

(4) Je raconte cela en faisant le parallèle avec les enfants pauvres d'aujourd'hui dans mon livre *Exception consolante. Un grain de pauvre dans la machine*, éditions de la Librairie du labyrinthe, 2021.

(5) Ministère de l'Éducation nationale, Depp, *Géographie de l'école*, 2021.

(6) Toutes ces situations sont décrites dans mon rapport à la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « Grande pauvreté et réussite scolaire : le choix de la solidarité pour la réussite de tous », 2015 (www.education.gouv.fr/grande-pauvrete-et-reussite-scolaire-le-choix-de-la-solidarite-pour-la-reussite-de-tous-8339).



© PXHERE, LICENCE CC

« Quelle fraternité budgétaire dans un pays qui dépense plus pour cloner et préserver ses élites que pour élargir la base sociale de la réussite scolaire ? Qui dépense beaucoup plus pour son lycée que pour son école primaire, alors que c'est très tôt qu'il faut prévenir les difficultés ? »



Comment apprendre correctement quand on est mal logé et dans l'impossibilité de faire ses devoirs dans un endroit au calme, sans adulte en capacité de vous aider ? Quand sa famille est en manque permanent d'argent et se trouve notamment dans l'incapacité de donner une nourriture suffisante et/ou équilibrée ?

se sont réservées de fait la filière générale et protègent ainsi leurs enfants de la fréquentation des enfants du peuple.

Cette situation peu reluisante pour notre pays est maintenant largement connue, et ce au moins depuis le début des années 2000. D'autres pays concernés par ces inégalités de réussite ont réagi très tôt, ont connu leur « PISA choc » et ont vu leur situation s'améliorer. La France a longtemps tergiversé, préférant dénigrer le thermomètre, et a même pris de 2002 à 2012 l'exact contrepied de ce qu'il aurait fallu faire. Pendant ces dix années, la suppression de quatre-vingt-mille postes d'enseignants, la déscolarisation institutionnelle décrétée par la disparition d'une matinée de classe en primaire en 2008 (puis à nouveau en 2017!), la division par trois de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans et la quasi-disparition de toute formation professionnelle des enseignants, pour ne prendre que ces quelques exemples, ont aggravé notre situation.

Un élève sur cinq vit dans une famille pauvre

Les conditions de vie des élèves vivant dans des familles pauvres sont une partie de l'explication. Un élève sur cinq vit aujourd'hui dans une famille pauvre et un sur dix dans une famille vivant en situation de grande pauvreté. Et la crise sanitaire en cours a encore augmenté ces chiffres. On peut observer qu'on en parle très peu car ces jeunes sont des invisibles.

Les difficultés rencontrées par les pauvres sont telles que leurs ne peuvent entrer sereinement dans les apprentissages. Et je sais de quoi je parle car j'ai moi-même connu cette situation dans les années 1950-1960, avec une mère ouvrière agricole qui a élevé seule cinq enfants (on dit aujourd'hui famille monoparentale)⁽⁴⁾. Comment apprendre correctement quand on est mal logé et dans

« Comment expliquer que, chaque fois que l'on veut progresser dans la démocratisation de la réussite et dans la mise en œuvre d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture, on soit accusé de "nivellement par le bas" par ceux qui veulent garder les positions acquises par leur classe sociale ? »

l'impossibilité de faire ses devoirs dans un endroit au calme, sans adulte en capacité de vous aider ? Aujourd'hui par exemple, à Paris et sa banlieue proche ou dans les départements et régions d'outre-mer, « les parts d'enfants en logement surpeuplé dépassent 20 % et parfois 35 % »⁽⁵⁾. Comment vivre sa vie d'élève quand sa famille est en manque permanent d'argent et se trouve dans l'incapacité de donner à ses enfants une nourriture suffisante et/ou équilibrée ? Être un enfant de pauvre c'est aussi avoir des difficultés pour porter des vêtements adaptés, acheter une tenue pour le sport, aller au théâtre pour se cultiver, se soigner, acheter des fournitures ou payer les voyages scolaires⁽⁶⁾... Ces enfants qui connaissent des conditions de vie difficiles ne peuvent pas venir à l'école avec l'esprit totalement disponible, et cela rejailit inévitablement sur leurs résultats scolaires.

Bien entendu, l'école n'est pas responsable de tout. Peut-on combattre efficacement les inégalités scolaires dans une société de plus en plus inégale avec des riches de plus en plus riches et une

«Faire réussir tous les enfants est une question essentielle pour notre démocratie et notre pacte républicain car nous ne pourrions indéfiniment prôner le “vivre ensemble” sur le mode incantatoire et, dans le même temps, abandonner sur le bord du chemin une partie des citoyens.»

précarisation croissante des conditions de vie des plus pauvres, qui continue à produire du chômage, de l'exclusion, des ghettos urbains, de la grande pauvreté ? Si les pauvres étaient moins pauvres, évidemment leurs enfants viendraient à l'école avec une plus grande égalité de droits.

Des politiques publiques loin d'être fraternelles

L'école ne creuse certes pas les inégalités mais elle porte sa part de responsabilité dans leur permanence à un niveau insupportable et assez peu fraternel en vérité. Quelle fraternité budgétaire en effet dans un pays qui dépense plus pour cloner et préserver ses élites que pour élargir la base sociale de la réussite scolaire (on dépense 50 % de plus pour les étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles, où se trouvent très peu d'enfants du peuple, que pour un étudiant en université). Quelle fraternité dans un pays qui dépense beaucoup plus pour son lycée que pour son école primaire, alors que c'est très tôt qu'il faut prévenir les difficultés ? Quelle fraternité dans un pays qui a fait du temps scolaire à l'école primaire un fardeau pour les adultes, alors que cette question est essentielle pour les enfants les plus fragiles ? Pourquoi sommes-nous le seul pays au monde à infliger aux enfants de l'école primaire une semaine scolaire de quatre longues journées de six heures ? Qui se soucie de ce que font les enfants des pauvres la cinquième journée supprimée pour être donnée aux adultes, eux qui ne fréquentent pas les conservatoires, les tennis-clubs ou les officines de soutien scolaire payant ? Comment prétendre à une citoyenneté partagée par la jeunesse quand une partie d'entre elle se rend très vite compte que le collège qui l'accueille n'a pas été pensé pour tous mais uniquement pour les élèves qui sont programmés pour la voie générale du lycée ? Comment expliquer que, chaque fois que l'on veut progresser dans la démocratisation de la réussite et dans la mise en œuvre d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture, on soit immédiatement accusé de « nivellement par le bas » par ceux qui veulent garder les positions acquises par leur classe sociale ? Le « bas », c'est-à-dire le peuple. Quel mépris...

Regardons les choses en face : les inégalités à l'école ne nuisent pas à tout le monde. Beaucoup de parents qui pensent et votent à gauche ou à droite n'ont pas forcément envie d'élargir la base

sociale de la réussite à l'école. L'intérêt général s'efface alors devant la somme des intérêts particuliers, et la fraternité reste un mot creux. Les angoisses des familles par rapport au déclassement social et à l'insertion professionnelle future de leurs enfants provoquent des stratégies individuelles : refus de la mixité sociale, choix d'école, choix de filière, etc. Des propositions de retour à une sélection précoce reviennent régulièrement : examen d'entrée en 6^e, départ en apprentissage à 14 ans... Elles reçoivent un écho favorable de la part de ceux qui pensent que cela concernera les enfants des autres et protégera les leurs. On a même réussi à faire en sorte que les milieux populaires eux-mêmes ont intériorisé cet état de fait et ne se trouvent donc pas en situation de contester le sort qui est fait à leurs enfants.

Les enjeux importants de la réussite scolaire

Une école plus sociale et plus fraternelle⁽⁷⁾ est pourtant une question d'intérêt général, au moins pour trois raisons.

C'est d'abord une question de justice pour les plus fragiles. Ne sous-estimons pas les dégâts humains et le gâchis immense que représentent des années de scolarité qui ne sont qu'une suite d'échecs et d'humiliations. Tous les enfants des familles pauvres ne sont certes pas en échec scolaire mais ceux qui échouent à l'école aujourd'hui seront les exclus de demain. En favorisant la réussite scolaire des plus pauvres, le système éducatif leur offre le seul moyen à long terme de sortir de la détresse.

Faire réussir tous les enfants est aussi une question essentielle pour notre démocratie et notre pacte républicain car nous ne pourrions indéfiniment prôner le « vivre ensemble » sur le mode incantatoire et dans le même temps abandonner sur le bord du chemin une partie des citoyens. Prenons garde à ceux qui, à tort ou à raison, estiment qu'ils n'ont pas accès aux mêmes droits que les autres, et auront des difficultés à accepter longtemps d'avoir les mêmes devoirs que les autres. Il y a aujourd'hui parmi les jeunes de 15-29 ans plus d'un million de jeunes femmes et de jeunes hommes qui ne sont ni en emploi ni en formation et beaucoup d'entre eux sont invisibles du reste de la société car ils ne sont pas non plus en accompagnement. Que font-ils de leurs journées, à quoi pensent-ils, quelle attitude ont-ils au moment des échéances électorales ?

Enfin, l'échec scolaire de trop nombreux enfants des milieux populaires est aussi une menace pour notre économie car les inégalités freinent la croissance. Les inégalités sont à la fois le moteur de notre système éducatif et la cause de nos difficultés économiques et sociales. Ce n'est pas dans la réunion d'un parti révolutionnaire mais lors d'un colloque organisé au ministère des Finances, le 23 janvier 2015, qu'il a été affirmé que les inégalités contribuent à « *ralentir la croissance en augmentant toujours plus l'accumulation d'un capital dans les mains d'un petit nombre mais aussi en sapant le dynamisme, l'innovation, les ressorts de l'investissement* ». L'intérêt bien compris de notre pays rejoint l'idéal d'une école plus juste et plus fraternelle.

Et si l'on installait vraiment la fraternité et la question sociale au cœur des politiques publiques d'éducation nationales et locales ? Une « école jusqu'au bout », en quelque sorte, en écho à la belle formule de Jaurès qui parlait, s'agissant de la république sociale, de la « *république menée jusqu'au bout* »⁽⁸⁾.

Il n'est pas trop tard pour concevoir une école pour tous, c'est-à-dire une école faite pour les pauvres, aussi. Mais le temps presse. ●

(7) Nous faisons le point sur les pistes d'action possibles dans mon dernier livre, *L'école n'est pas faite pour les pauvres. Pour une école républicaine et fraternelle*, éditions Le Bord de l'eau, 2022.

(8) Jean Jaurès, *République et Socialisme*, La Petite République, 17 octobre 1901.